**Procès-Verbal de la Séance du Conseil Municipal
du 28 novembre 2017**

Étaient présents : Mme BOUTIGNY, Mme FLOURY, Mme LEBAS, Mme LEROY, Mme MAILLARD, M. BELLONCLE, M. BOUDIER, M. HAUZAY, M. JAUDRIAT, M. LAVENU, M.LECORDIER, M. LENOBLE et M. LETHUILLIER,

Secrétaire de séance : Mme Patricia LEBAS

Absents excusés : Mme Karine BOQUET, M. Sylvain DUHAMEL

Pouvoirs : Mme BOUTIGNY disposait du pouvoir de Mme BOQUET

ORDRE DU JOUR :

Approbation du compte-rendu de la séance du 19 Septembre 2017

URBANISME

- Levée de l'indice de cavité n° 76303-179
- Modification du périmètre de l'indice de cavité n° 76303-69

ECOLE

- Point sur le conseil d'école du 7 novembre 2017
- Repas de Noël : jeudi 21 décembre

VOIRIE

- Aménagement du chemin des sapins : Choix du maître d'œuvre
- Réunion de la commission travaux : programmation réfection de voiries

CIMETIERE

- Devis pour des travaux dans l'ancien cimetière
- Tarifs pour renouvellement de concession de 30 ans

TRAVAUX

- Réhabilitation du logement de fonction de l'école primaire
- Devis pour travaux d'accessibilité

COMMUNAUTE DE COMMUNES

- Prise de compétence GEMAPI (inondations)

GESTION DU PERSONNEL

- Indemnité de gardiennage de l'église
- Contrat Groupe d'assurance statutaire : procédure de mise en concurrence

DIVERS

- Cérémonie des vœux
- Bulletin municipal
- Bons d'achat pour le Noël du personnel + pot Noël du personnel
- Convocations par mail
- Questions diverses

Approbation du procès-verbal de la séance du 19 Septembre 2017 :

Mme BOUTIGNY présente le procès-verbal de la séance précédente et le soumet à l'approbation de l'assemblée.

Mme LEROY précise que concernant la salle polyvalente, ce ne sont pas les produits d'entretien qui doivent être mis à disposition des locataires mais le combiné de lavage (seau+mop+balai) et celui-ci doit figurer dans l'inventaire de la location.

Mme LEROY souligne qu'elle avait demandé dans les questions diverses des précisions concernant le devis que devait établir son époux pour la porte principale de la salle polyvalente (crémone, barre anti-panique, groom, etc.) et qu'elle n'a pas encore eu de réponse. M. BOUDIER ira voir directement M. LEROY pour lui fournir ces renseignements.

Le Conseil Municipal approuve et signe le compte-rendu.

Levée d'indice de cavités souterraines

**Délibération
N° 2017 - 042**

Indice de cavité souterraine 76303-179

Mme BOUTIGNY explique au Conseil Municipal que 4 propriétaires dont les habitations sises au hameau de Rébomard étaient impactées par le périmètre de sécurité de l'indice de cavité n° 76303-179, ont commandité une étude auprès de la société Explor-e pour expertiser cet indice.

Les conclusions de la société Explor-e rendues dans un rapport en date du 18 octobre 2017 préconisent de requalifier l'indice 179 en tant que leurre et de supprimer le périmètre de sécurité qui lui est associé.

Le rapport de la société Explor-e a été transmis à M. QUINIOU de la DDTM de Rouen pour avis mais celui-ci ne l'a pas encore fourni à la Mairie. Sans cet avis, le Conseil ne peut pas délibérer sur le devenir de cet indice.

Mme BOUTIGNY décide donc de reporter ce dossier à la prochaine séance du Conseil en espérant avoir eu d'ici-là l'avis de M. QUINIOU ;

Indice de cavité souterraine n° 76303-69

Mme BOUTIGNY rappelle que les Consorts DELAUNE avaient mandaté l'entreprise ALISE Environnement afin de réduire l'emprise d'un périmètre de sécurité d'une parcelle napoléonienne (n° 76303-69), ce périmètre impactant une parcelle leur appartenant. Ils souhaiteraient diviser cette dernière en plusieurs lots à bâtir.

Dans sa séance du 31 janvier 2017, le Conseil Municipal avait délibéré contre la suppression du périmètre de sécurité de cet indice malgré l'avis favorable de M. QUINIOU, aux motifs que cette parcelle napoléonienne s'étend sur 7 hectares et que des indices ponctuels ont été déjà découverts en 2012 et répertoriés sous les numéros 76303-31 et 76303-197, que cela n'exclut donc pas la présence d'autres indices ou d'une chambre d'extraction puisque les services de la DDTM ont reconnu qu'il s'agissait d'un secteur propice à l'extraction de marne.

Suite à leur décision, les élus avaient donc conseillé aux Consorts DELAUNE de faire réaliser une étude complémentaire par un autre bureau d'études afin d'obtenir un 3^{ème} avis.

Le CEREMA a ainsi procédé à une étude approfondie de l'indice 69 et en est venu, dans son rapport du 11 septembre 2017, à la conclusion que le périmètre de sécurité de l'indice 76303-69 pouvait être limité aux chemins représentés sur le cadastre napoléonien car d'après le décret du 15 février 1853, les carrières devaient se trouver à 10 mètres de tout chemin. Le CEREMA propose de lever les parties du périmètre de sécurité de l'indice 76303-69 situées au-delà des voies des Rames et de la Rue du château d'eau. Cette proposition de modification de l'indice 76303-69 permet de lever une partie du périmètre de sécurité sans supprimer la parcelle napoléonienne source du risque.

M. QUINIOU, par son avis du 22 novembre 2017, laisse la commune seul maître de sa décision quant au devenir du périmètre de sécurité de l'indice 76303-69.

Considérant le recensement des indices de cavités souterraines réalisé par le Cabinet INGETEC, et notamment l'indice de cavité répertorié sous le numéro 76303-069,

Considérant les conclusions de l'étude du CETE datant de décembre 2012,

Considérant l'étude réalisée en décembre 2015 par ALISE Environnement à la demande des Consorts DELAUNE, afin d'étudier et éventuellement repreciser la typologie de l'indice de cavité souterraine n°76303-069,

Considérant la proposition d'ALISE Environnement de limiter la zone de risque aux indices n°31 et 197 en instaurant un périmètre de sécurité de 60m autour de ces indices, et donc de supprimer l'indice de cavité souterraine n°76303-069

Considérant les différents avis de M. QUINIOU, Chargé de Mission Mouvement de Terrain à la Direction Départementale des Territoires et de la Mer, en date des 5 décembre 2013, 4 Janvier 2017 et 22 novembre 2017,

Considérant que la découverte d'indices ponctuels de cavité référencés sous les numéros 31 et 197 ne présage en rien l'absence d'autres indices ponctuels sur la parcelle napoléonienne n°69 et ne conforte pas non plus l'existence avérée d'une chambre d'extraction à son débouché,

Considérant l'étude complémentaire réalisée en septembre 2017 par le CEREMA à la demande des Consorts DELAUNE et sur recommandations de la Mairie, afin d'effectuer une étude approfondie de l'indice de cavité 76303-69,

Considérant la proposition du CEREMA de modifier le périmètre de sécurité de l'indice 76303-69 selon un découpage bien précis établi par un plan qui ne supprime pas la parcelle napoléonienne source du risque,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal,

Décide de :

- Modifier le périmètre de sécurité de l'indice de cavité souterraine répertorié sous le numéro 76303-69 selon un découpage établi par le CEREMA dans son rapport du 11 septembre 2017.

Ecole

Mme LEBAS donne le compte-rendu du dernier conseil d'école qui a eu lieu le 7 novembre 2017, les principales informations à retenir sont les suivantes : 65 élèves sont scolarisés pour l'année 2017/2018, les nouveaux délégués de parents d'élèves sont Mmes BACHELET, LE ROY, SAINT-MARTIN et TETARD. Les dates des vacances de printemps ont été modifiées, elles auront lieu du 25/04 au 12/05/2018. Le repas de Noël aura lieu le jeudi 21 décembre 2017.

Voire : Aménagement du chemin des Sapins – Mission de maîtrise d'œuvre

**Délibération
N° 2017-043**

Mme le Maire rappelle aux membres du Conseil Municipal que dans le cadre du projet d'aménagement du chemin des Sapins, une procédure de consultation des entreprises a été lancée le 6 septembre dernier pour la mission de maîtrise d'œuvre.

L'analyse des offres reçues (au nombre de 5) a été effectuée en collaboration avec le Pôle Ingénierie du SMA selon les critères de jugement pondérés, énoncés dans le dossier de consultation, à savoir : 70% pour le mémoire justificatif, 10% pour le prix « AVP », 10% pour le taux d'honoraires du maître d'œuvre sur la phase « PRO-EXE3 et 10% sur le taux d'honoraires moyen du maître d'œuvre sur la phase « Travaux ».

*Considérant le projet d'aménagement du chemin des Sapins,
Considérant la procédure d'appel d'offres lancée pour la maîtrise d'œuvre,
Considérant l'analyse des offres réalisée avec l'aide du Pôle Ingénierie du SMA,
Le Conseil Municipal, à l'unanimité,
Par délibération
Décide,*

- **d'attribuer** le marché à procédure adaptée n° **17GOM01** à **l'AGENCE TOPO** pour la réalisation de la mission de maîtrise d'œuvre pour un **montant maximal de 4 500 € HT, soit 5 400 € TTC,**
- **d'autoriser** Madame le Maire à signer ledit marché et tous les actes, avenants, et documents inhérents à son exécution.

Les crédits seront inscrits au BP 2018, programme 104 « voirie ».

Programmation voirie 2018

Mme le Maire propose de réunir la commission chargée des travaux pour établir un planning des travaux de voirie à effectuer en 2018. Cette réunion aura lieu le mardi 12 décembre 2017 à 18h00.

M. JAUDRIAT signale que la signalisation du hameau de la Vallée fait défaut, Mme BOUTIGNY propose de mettre l'état des lieux de la signalisation communale à l'ordre du jour de cette réunion.

Ancien Cimetière : Enlèvement de monuments funéraires
--

Délibération N° 2017-044

Mme LEBAS présente les travaux de la commission chargée des cimetières :

- ↪ Des plaques ont été mises dans l'ancien cimetière sur les concessions expirées pour informer les familles et les inciter à venir en mairie régulariser leur situation.
- ↪ La commission a choisi de traiter les sépultures qui se trouvaient en état d'abandon : un arrêté de péril sera pris pour les monuments qui représentent un danger potentiel pour la sécurité publique. La liste des concessions concernées sera affichée à l'entrée du cimetière et en mairie et publiée dans la presse locale.
- ↪ Des devis ont été demandés pour réaliser des exhumations et un ossuaire mais au vu du coût élevé constaté par concession, il a été demandé des devis pour un simple retrait des monuments sans exhumation. Les corps pourraient rester en place, l'emplacement de la concession serait enherbé et une plaque pourrait être apposée sur l'église avec le nom des personnes décédées.

Mme BOUTIGNY rappelle qu'il n'y a pas de souhait pour la commune de récupérer les concessions de l'ancien cimetière.

Considérant les concessions qui se trouvent à l'état d'abandon dans l'ancien cimetière,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal,

Décide :

- *De retenir le devis de la société SAILLY établi pour l'enlèvement de monuments funéraires dans le cimetière de l'église, la remise en état des terrains et l'évacuation des gravats sur une plateforme de recyclage moyennant un prix unitaire par concession de 100€ HT ;*
- *D'autoriser Mme le Maire à signer le devis. Les crédits nécessaires seront inscrits au BP 2018 en section de fonctionnement.*

Cimetière : Renouvellement de concessions de 30 ans
--

Délibération N° 2017-045

Mme LEBAS explique au Conseil Municipal que de nombreuses personnes sont étonnées de ne pouvoir renouveler leur concession que pour une durée de 15 ans. La commission propose au Conseil Municipal de mettre en place un tarif pour un renouvellement de 30 ans.

Considérant les requêtes des concessionnaires pour obtenir une durée de renouvellement plus longue que celle de 15 ans,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal,

Décide :

- *D'autoriser les renouvellements de concession d'une durée de 30 ans.*
- *De fixer les tarifs de ces renouvellements au double du tarif pratiqué pour les renouvellements de 15 ans.*

Travaux de réhabilitation du logement de fonction

Le Pôle Ingénierie du SMA a été contacté pour assister la Commune dans la réalisation des marchés de maîtrise d'œuvre et de travaux liés à la réhabilitation du logement de fonction.

Ce dernier a conseillé de rencontrer le CAUE pour une obtenir une note de cadrage du projet et évoquer avec lui les travaux qui pourraient être mis en option : réfection de la toiture, ravalement, aménagement des combles.

Mme MAILLARD demande si les travaux pourraient bénéficier d'une subvention. Mme BOUTIGNY répond que seuls des travaux pour l'accessibilité aux personnes à mobilité réduite peuvent prétendre à une subvention de 25% mais ces travaux seraient plus onéreux donc le Conseil Municipal préfère ne pas opter pour ce choix.

Mme MAILLARD évoque les stationnements à insérer dans la note de cadrage. Il faut étudier la possibilité de créer un accès parking sur le devant du logement côté R.D. 80 et faire chiffrer cette option.

Le CAUE va effectuer une visite sur site le 3 décembre prochain et il réalisera sa note de cadrage par la suite.

Un appel d'offres sera ensuite effectué pour la mission de maîtrise d'œuvre puis le maître d'œuvre retenu organisera une consultation d'entreprises pour la réalisation des travaux.

M. LETHUILLIER propose que les élus participent à la démolition des cloisons et autres aménagements vétustes du logement ainsi qu'au démontage du garage pour réduire les coûts. Mme BOUTIGNY reçoit favorablement cette proposition et précise qu'il faudra emmener les gravats à la déchetterie.

Travaux d'accessibilité de la Salle Polyvalente

M. BOUDIER précise qu'il a demandé plusieurs devis et qu'il n'en a reçu qu'un seul. Il présentera l'ensemble lors d'une prochaine séance.

Madame le Maire donne lecture aux membres du Conseil Municipal de la délibération n°69-17 du Conseil Communautaire du 7 septembre 2017 proposant aux communes d'adopter le nouveau projet de statuts de Caux Estuaire, tel que joint en annexe, afin de se conformer aux dispositions de la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République promulguée le 7 août 2015 dite « loi Notre ».

La loi NOTRe du 7 août 2015, prévoit en effet, qu'à compter du 1^{er} janvier 2018, au plus tard, la GEMAPI (gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations) est inscrite au rang des compétences obligatoires exercées par les EPCI à fiscalité propre (communautés de communes, communautés d'agglomération, communautés urbaines et métropoles). Ces structures exercent donc de plein droit cette compétence en lieu et place de leurs communes membres.

Les modifications statutaires présentées et validées par le Conseil Communautaire conduiraient Caux Estuaire à exercer, au 1er janvier 2018, la compétence obligatoire dite GEMAPI, libellée comme suit :

▪ **Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, comprenant les missions suivantes, énumérées à l'article L.211-7 du code de l'environnement :**

- l'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique ;
- l'entretien et l'aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau ;
- la défense contre les inondations et contre la mer ;
- la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.

Le transfert de cette compétence obligatoire doit être acté par délibérations concordantes du Conseil Communautaire et des conseils municipaux se prononçant dans les conditions de majorité suivantes : soit les 2/3 des communes représentant la moitié de la population totale ou l'inverse. A défaut de délibération prise par un conseil municipal, son avis est réputé favorable.

Le Conseil Communautaire de Caux Estuaire, dans sa séance du 14 décembre 2017, procèdera, au vu des délibérations des conseils municipaux et des règles de majorité requise (les 2/3 des communes représentant la moitié de la population totale ou l'inverse), à l'adoption du nouveau projet de statuts avant envoi à Madame la Préfète pour qu'elle entérine par arrêté cette mise en conformité.

Vu :

- les statuts de la Communauté de Communes Caux Estuaire du 14 décembre 1998 modifiés par arrêté préfectoral du 21 décembre 2016 ;
- les dispositions du code général des collectivités territoriales ;
- les dispositions du code de l'environnement, en particulier l'article L. 211-7 ;
- la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014, relative à la modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles ;
- la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) ;
- l'avis du Bureau Communautaire réuni le 28 août 2017 ;
- la délibération n°69-17 du Conseil Communautaire de Caux Estuaire, visée par le contrôle de légalité le 12 septembre 2017, approuvant projet de modification statutaire de Caux Estuaire, tel qu'annexé à la présente délibération ;

Considérant :

- qu'en application de la loi MAPTAM et de la loi NOTRe du 7 août 2015, la compétence « gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations », dite GEMAPI, entre de plein droit dans le champ des compétences obligatoires de la communauté de communes à compter du 1er janvier 2018 ;
- qu'il appartient à la communauté de communes et à ses communes membres de délibérer pour acter ce transfert de compétences avant l'échéance du 1er janvier 2018 et de procéder aux ajustements statutaires nécessaires dans le bloc des compétences obligatoires ;
- les interrogations des élus quant au coût financier et à la responsabilité qu'engendre la prise de la compétence GEMAPI par Caux Estuaire ;
- qu'en vertu des dispositions du CGCT, les transferts de compétences aux EPCI sont décidés par délibérations concordantes de l'organe délibérant et des conseils municipaux se prononçant dans les conditions de majorité requise pour la création de l'établissement public de coopération intercommunale ;
- que les communes sont dès lors appelées à se prononcer sur le projet de modification statutaire de Caux Estuaire ;

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal,

Décide :

- **D'adopter le projet de modification statutaire de Caux Estuaire, tel qu'annexé à la présente délibération ;**
- **De notifier la présente délibération à la Communauté de Communes Caux Estuaire.**

Indemnité de gardiennage de l'église

**Délibération
N° 2017-047**

Madame le Maire rappelle aux membres du conseil municipal qu'une indemnité peut être allouée aux personnes qui assurent le gardiennage des églises communales.

Afin de s'assurer que cette rémunération du gardiennage ne constitue pas une subvention indirecte, le ministère de l'intérieur fixe par voie de circulaire, le montant maximum que les communes peuvent allouer au gardien. Le plafond indemnitaire applicable pour le gardiennage des églises communales est de :

- 474,22 € pour un gardien résidant dans la localité où se trouve l'édifice de culte
- 119,55 € pour un gardien ne résidant pas dans la commune, visitant l'église à des périodes rapprochées.

Cette indemnité est exonérée d'impôt sur le revenu en application de l'article 81 du Code Général des Impôts. De même, elle n'est pas comprise dans l'assiette de la contribution pour le remboursement de la dette sociale (CRDS).

Vu,

- Le Code Général des Collectivités Territoriales,

- La circulaire du 26 février 2015 relative aux indemnités pour le gardiennage des églises.

Considérant que le plafond indemnitaire applicable pour le gardiennage des églises communales est de 474,22 € pour un gardien résidant dans la localité où se trouve l'édifice de culte et de 119,55€ pour un gardien ne résidant pas dans la commune, visitant l'église à des périodes rapprochées.

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal, à l'unanimité, décide,

- *D'attribuer à Madame LUCAS, une indemnité annuelle de 400 € pour le gardiennage de l'église Saint Martin.*

Contrat d'assurance risques statutaires	Délibération N° 2017-048
--	-------------------------------------

Mme le Maire explique l'opportunité pour la Commune de pouvoir souscrire un ou plusieurs contrats d'assurance statutaire garantissant les frais laissés à sa charge, en vertu de l'application des textes régissant le statut des agents de la Fonction Publique Territoriale,

Elle expose que le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Seine-Maritime peut souscrire un tel contrat pour son compte, en mutualisant les risques.

Vu :

- *La loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 26 ;*
- *Le décret n° 86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 (alinéa 2) de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux ;*

Après en avoir délibéré,

Le Conseil Municipal,

- ✓ Décide d'adopter le principe de recours à un contrat d'assurance des risques statutaires et charge le Centre de Gestion de la Seine-Maritime de souscrire pour le compte de la Commune de Gommerville, des conventions d'assurance auprès d'une entreprise d'assurance agréée, cette démarche pouvant être entreprise par plusieurs collectivités locales intéressées.

Les contrats devront couvrir tout ou partie des risques suivants :

- Pour les agents affiliés à la CNRACL : congé de maladie ordinaire, congé de longue maladie et congé de longue durée, temps partiel thérapeutique, invalidité temporaire, congé pour accident de service ou maladie professionnelle, congé de maternité, de paternité ou d'adoption, versement du capital décès.
- Pour les agents non affiliés à la CNRACL : congé de maladie ordinaire, congé de grave maladie, congé pour accident de travail ou maladie professionnelle, congé de maternité ou d'adoption.

Pour chacune de ces catégories d'agents, les assureurs consultés devront pouvoir proposer à la Commune une ou plusieurs formules.

Ces contrats d'assurance devront présenter les caractéristiques suivantes :

- La durée du contrat est fixée à 4 ans à compter du 1^{er} janvier 2019
- Ces contrats devront être gérés en capitalisation.

Au terme de la mise en concurrence organisée par le Centre de Gestion et en fonction des résultats obtenus (taux, garanties, franchises, ...), le Conseil Municipal demeure libre de confirmer ou pas son adhésion au contrat.

Les services du Centre de Gestion assurant la gestion complète du contrat d'assurances, en lieu et place de l'assureur, des frais de gestion seront dus au Centre de Gestion par chaque collectivité assurée. Ces frais s'élèvent à 0,20% de la masse salariale assurée par la commune.

- ✓ Autorise le Maire à signer les contrats en résultant.

Bons d'achat pour le Noël du personnel	Délibération N° 2017-049
---	-------------------------------------

A l'occasion des fêtes de fin d'année et afin de récompenser le personnel communal en poste à savoir 10 agents communaux et une bénévole de l'accueil périscolaire,

**Le Conseil Municipal, à l'unanimité,
Par délibération**

- **Décide** d'octroyer à l'ensemble du personnel communal une « carte-cadeau » d'un montant unitaire de 30 €.
- Ces « cartes cadeaux » seront acquises pour un montant total de 330 € (11 x 30 €),
- **Autorise** Mme le Maire à mandater la dépense relative à ces « cartes-cadeaux ».

Mme BOUTIGNY informe le Conseil Municipal qu'elle n'a pas encore sollicité d'entreprises pour obtenir des devis pour le déneigement de la Commune.

Certaines entreprises ne vont plus exercer en 2018, elle va donc prendre contact avec l'entreprise qui avait le contrat l'an passé et demande au Conseil Municipal son accord pour renouveler le contrat pour l'année 2017/2018 moyennant les mêmes tarifs qu'en 2016/2017.

**Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,
Décide à l'unanimité,**

D'autoriser Mme le Maire à signer le contrat relatif au déneigement de la Commune pour l'année 2017/2018 avec l'entreprise Thomas SAILLY.

Questions diverses

- ✚ **Cérémonie des vœux** : Elle aura lieu le 13 janvier 2018 à 17h00. Mme LEBAS lance l'idée que les élus pourraient réaliser les amuse-gueules eux-mêmes.
- ✚ **Noël du Personnel** : Un pot sera organisé le vendredi 15 décembre 2017 à 18h30 à la Taranne.
- ✚ **Bulletin municipal** : Mme BOUTIGNY précise que tous les volontaires peuvent se joindre à la commission communication pour la réalisation du bulletin municipal, qu'ils seront les bienvenus.
- ✚ **Convocation par mail** : Les conseillers vont être sollicités par mail pour obtenir leur autorisation afin de recevoir les convocations par voie dématérialisée.
- ✚ **Affaissement impasse des Châtaigniers** : Mme BOUTIGNY informe le Conseil Municipal qu'un affaissement de terrain s'est produit Impasse des Châtaigniers en même temps qu'une rupture de canalisation d'eau potable. Des sondages ont été demandés auprès du Syndicat d'eau pour connaître l'origine de l'affaissement et/ou de la rupture de la canalisation. Par ailleurs, Véolia propose de déplacer la canalisation en bordure de route afin que celle-ci ne soit plus située en domaine privé.
- ✚ **Cimetière** : Mme MAILLARD demande qu'un ajout soit fait au règlement du cimetière pour exiger que les semelles des pierres tombales soient collées entre elles de façon à faciliter l'entretien. Mme LEBAS précise que cette requête a déjà été prise en compte et figure déjà dans le règlement.

La séance est levée à **20h30**.

ÉTAT DES PRÉSENCES
De la séance du 28 novembre 2017

Nom prénom	Présence	Signature (seules les personnes présentes doivent signer le Procès Verbal)
BELLONCLE Romain	X	
BOQUET Karine		
BOUDIER Patrick	X	
BOUTIGNY Nadine	X	
DUHAMEL Sylvain		
FLOURY Rachel	X	
HAUZAY Alain	X	
JAUDRIAT Jean-Marie	X	
LAVENU Sylvain	X	
LEBAS Patricia	X	
LECORDIER Denis	X	
LENOBLE Arnaud	X	
LEROY Florence	X	
LETHUILLIER Sylvain	X	
MAILLARD Stéphanie	X	